Avertissement

SAMY FRIEDMAN

A l'intérieur du cadre opérationnel et institutionnel qui vient d'être tracé, l'Etude internationale sur les tendances principales de la recherche dans les sciences sociales comporte trois parties. A la suite de cet Avertissement dont l'ambition est de donner une vue d'ensemble de l'étude entreprise et de l'Introduction qui se propose de situer les sciences sociales dans le système des sciences, on aborde dans une première section l'examen, sur un plan pour ainsi dire vertical, des tendances principales de la recherche dans les disciplines retenues : sociologie, science politique, psychologie, science économique, démographie et linguistique. Une deuxième section traite des dimensions interdisciplinaires et multidisciplinaires de la recherche, c'est-à-dire, au plan horizontal, de quelques-unes des caractéristiques communes à toutes les sciences envisagées. La troisième section apporte un nouveau recoupement cette fois du point de vue de l'organisation et du financement de l'enseignement et de la recherche dans les sciences sociales. Elle débouche sur des conclusions relatives à la politique scientifique latente ou manifeste concernant le développement de la recherche dans les sciences sociales.

On ne dissimulera ni l'insuffisance de ce plan, ni ce qu'il peut surtout avoir d'arbitraire. Les disciplines choisies sont certes importantes, mais elles ne sont pas les seules à l'être. L'anthropologie sociale et culturelle aurait dû y figurer mais en dépit de tous les efforts le chapitre concernant cette science n'a pu être achevé à temps et cette discipline sera reprise dans la deuxième partie de l'étude. D'autres comme la criminologie, la géographie humaine, auraient pu figurer en aussi bonne place. On a dû cependant se limiter et respecter le plan tracé par la Conférence générale de l'Unesco, en souhaitant que cette étude puisse un jour être continuée et élargie. De plus, les disciplines retenues ont été abordées comme si elles constituaient des entités distinctes alors que de plus en plus les disciplines sont des sciences à tiroir et qu'il y a, pour ne prendre que l'exemple de la sociologie, autant de sociologies qu'il y a de domaines d'étude : sociologie médicale, électorale, des petits groupes, du comportement, du travail, militaire, religieuse, etc. On a préféré cependant se

limiter aux grandes tendances qui animent les sciences sociales et à montrer avec quelque détail les contacts qui se développent entre les unes et les autres au point d'estomper les frontières traditionnelles qui paraissaient si nettement définies, il y a peu. Surtout cet ouvrage n'est pas un « survey », une analyse systématique des tendances majeures établies à partir d'une enquête générale des directions où s'engage la recherche dans le monde et de ses progrès significatifs. En cela il se distingue nettement de l'étude menée par Pierre Auger sur les tendances actuelles de la recherche scientifique.¹ Une enquête de ce genre a bien été tentée et les consultations étendues auxquelles elle a donné lieu n'avaient pas un autre objet, mais il a fallu cependant se résigner à reconnaître qu'à part quelques exceptions, les réponses obtenues à partir d'un questionnaire d'enquête ont été trop fragmentaires et en trop petit nombre pour autoriser une vue exhaustive. Elle a donc été abandonnée, provisoirement on l'espère, en accord avec les membres du Collège de consultants. Les différents chapitres de l'ouvrage apparaissent ainsi comme des « essais », écrits en utilisant l'information la plus large dont disposaient leurs auteurs, sans prétention cependant à l'universalité.² Aussi cet ouvrage collectif a-t-il, malgré les précautions prises, les avantages, mais aussi les inconvénients du genre. La personnalité des auteurs, la diversité de leurs intérêts scientifiques ont profondément marqué la conception des différents chapitres. A l'intérieur de chacun d'eux, les stratégies sont souvent toutes personnelles. Certains, comme Paul Lazarsfeld, se sont attachés à souligner les épisodes caractéristiques d'une évolution. D'autres, comme Jean Piaget, s'efforçaient de dégager les grandes lignes de force des systèmes scientifiques ou, comme W.J.M. Mackenzie, étaient séduits par l'histoire d'un devenir intellectuel appréhendé objectivement du dehors, ou même, comme Jean Bourgeois-Pichat, abordaient hardiment la futurologie.

Aux efforts des uns et des autres on est ainsi redevable d'un ouvrage dont on connaît bien les limites dues, pour partie, au cadre qui lui avait été assigné et, pour partie, aux conceptions souvent différentes des auteurs, mais que l'on voudra bien envisager dans leur complémentarité plutôt que dans leur opposition, car, au-delà et en dépit d'une professionnalisation croissante, elles illustrent elles-mêmes certains des grands courants qui traversent et animent les sciences sociales. Les uns et les autres, en décrivant les tendances principales de la recherche, ont montré sur le plan des méthodes comme sur celui des conceptions, tout le travail d'échange, de rapprochement, souvent d'intégration qui remue profondément l'ensemble des sciences sociales. Au fil des chapitres on verra se dégager un certain nombre d'orientations caractéristiques de l'ensemble des sciences sociales contemporaines. Et, tout d'abord, au niveau conceptuel, on constate un progrès continu de l'inter-disciplinaire sur le multi-disciplinaire, les mêmes phénomènes étant de plus en plus examinés par des techniques intégrées, plutôt qu'analysés séparément par des techniques autonomes et pour ainsi dire juxtaposées. Le processus a

sans doute été favorisé tantôt par l'« éclatement » de vieilles disciplines et tantôt par leur interpénétration croissante aboutissant à des combinaisons nouvelles qui ont nom sociologie politique, anthropologie politique, comportement économique, etc... comme aussi par l'utilisation accrue du langage mathématique par toutes les sciences sociales. Au niveau de l'organisation scientifique, celles-ci ont rarement atteint le niveau de « big science » et certainement pas sur le plan financier, mais la tendance est dans ce sens. Il suffit à cet égard de souligner le développement de la recherche par équipe, l'utilisation de plus en plus fréquente d'équipements scientifiques souvent coûteux, la création de « banques » de données, qui sont par ailleurs comme autant de manifestations de l'internationalisation des sciences sociales. Ainsi s'esquissent entre elles de nouveaux regroupements, un langage commun leur devient familier, un même état d'esprit les anime, sûrs garants de progrès dans un domaine d'importance primordiale pour l'avenir de nos sociétés auquel on souhaite que cet ouvrage apporte sa contribution.

C'est au professeur Jean Piaget qu'il incombait d'examiner dans l'introduction à ce volume, *la situation des sciences de l'homme dans le système des sciences*. L'auteur, d'emblée, s'est refusé de se placer sur la défensive et de réfuter les objections de ceux qui répugnent parfois à voir dans les sciences sociales de véritables sciences. Tout au contraire, il pose et oppose sciences nomothétiques d'une part, sciences historiques, sciences juridiques et disciplines philosophiques d'autre part.

Nomothétiques les sciences sociales le sont au sens que toutes recherchent des lois, que celles-ci soient des relations quantitatives relativement constantes et exprimables dans un langage mathématique ou qu'elles soient des faits généraux, des relations ordinales ou structurales se traduisant dans le langage courant ou dans le langage formalisé de la logique. Caractérisées comme en psychologie par l'emploi des méthodes d'expérimentation stricte, de production et de modification de phénomènes en vue de leur observation, ou comme en sociologie et en économie d'expérimentation large, d'observation systématique des faits avec vérification statistique, elles se distinguent des sciences historiques qui visent moins à la formulation des lois qu'à retracer les caractères propres d'événements particuliers. L'expression « lois de l'histoire » est soit une métaphore soit la constatation de régularités effectives sociologiques, économiques, politiques ou autres, mais alors celles-ci ressortissent du domaine des sciences nomothétiques. Distinctes aussi des sciences juridiques qui s'attachent à l'étude des normes et des disciplines philosophiques de qui relève la coordination générale des valeurs humaines, c'est-à-dire d'une conception du monde, les sciences sociales affirment ainsi leur spécificité. Elles la renforcent par l'appui, les échanges et les emprunts auxquels elles se prêtent avec les sciences de la nature et qu'elles sont seules à pouvoir leur accorder du fait de la nature causale de leurs explications. La thèse centrale de l'auteur est celle de la con-

quête de l'objectivité scientifique par les sciences sociales, grâce à la décentration du sujet connaissant par rapport à l'objet analysé, malgré la dépendance apparente où elles se trouvent de l'homme « à la fois sujet et objet ». Jean Piaget en arrive à soutenir l'impossibilité d'une classification linéaire des sciences à la manière d'un Auguste Comte. Pour lui l'ordre des sciences est circulaire. Sans que cela ait quoi que ce soit de « vicieux » les sciences sont engagées dans une spirale sans fin où les sciences sociales occupent une situation privilégiée. Elles sont les sciences du sujet qui construit les autres sciences et dont elles ne peuvent être détachées sans simplification abusive.

L'analyse des caractéristiques essentielles des sciences sociales, de leur méthodologie et de leur classification est conduite à un niveau élevé d'abstraction. Elle ouvre des perspectives stimulantes sur les notions de structure et de structuration par lesquelles individus et sociétés traduisent les lois de leurs activités et qui ne peuvent être appréhendées en dehors d'une connaissance de leur genèse, perspectives qui invitent à leur tour à la confrontation avec les travaux des ethnologues modernes et notamment avec ceux de M. Lévi-Strauss. De même lorsque l'auteur aborde la question des « écoles » intérieures aux disciplines elles-mêmes et examine certaines tendances qui visent à « une intégration plus complète que celles dont témoignent les coordinations intra- ou inter-disciplinaires spontanées », souvent d'ailleurs pour les critiquer il renvoie, au moins implicitement, à des tentatives théoriques bien connues, comme celle par exemple de T. Parsons, dont on retrouvera l'écho dans d'autres chapitres de l'ouvrage.³

La première partie de l'ouvrage, consacrée à l'examen des différentes sciences sociales, s'ouvre par le chapitre sur *la sociologie* de Paul Lazarsfeld. Placée en tête des sciences sociales, qu'est donc la sociologie ? Elle serait reine des sciences sociales suivant une tradition historiquement bien établie et qui depuis Saint-Simon et Quételet a affirmé sa prédominance. Il est cependant piquant de lire sous la plume d'un sociologue qui occupe précisément la chaire Quételet à l'Université de Columbia, l'affirmation toute d'humilité scientifique que la sociologie est une science résiduelle, créée soit pour compléter d'autres études de l'homme entreprises au cours des âges par la philosophie politique ou la philosophie de l'histoire, soit pour apporter une explication à des phénomènes que le développement de certaines sciences, comme l'économie, laissait en dehors de leur orbite. La sociologie, pour reprendre une boutade bien connue, serait donc la science dont s'occupent les sociologues, et il est vrai que son objet est changeant et que son rôle est de « remplir les espaces vides de la carte intellectuelle ». Retenons, à tout le moins, qu'il existe un mode de pensée sociologique caractérisé par une problématique et une méthodologie tiraillées entre le souci tout synthétique d'appréhender l'ensemble de la société et celui plus strictement scientifique de délimiter pour la sociologie un domaine qui lui soit propre. C'est à ce mode

de pensée, ou plus exactement aux principales directions où elle s'engage, que l'auteur consacre ses développements.

Et tout d'abord il insiste sur l'apport considérable des techniques d'enquête à la sociologie et à la systématisation des concepts qu'elle emploie. Nées à l'origine du besoin de contribuer à la compréhension de problèmes sociaux urgents d'où la quantification n'était pas cependant exclue, comme le montre l'étude des budgets familiaux par Le Play, les techniques d'enquête ont dominé aux Etats-Unis aux environs de 1930, tout en se raffinant. Après la guerre, la codification des concepts utilisés a conduit au langage des variables, ou plutôt des « variates » ayant certaines propriétés numériques, à la formation duquel l'auteur, on le sait, a lui-même apporté une éminente contribution. Langage ressemblant au langage ordinaire, car de même que « nous distinguons les mots et les phrases, nous avons [dans la recherche sociale empirique] des indices groupés en propositions » et qui rendent compte à la fois des processus et du contexte, c'est-à-dire des structures qui représentent, pour l'auteur, « l'influence qu'exercent les variations de contextes étendus sur les schémas de comportement individuel ». Ce langage débouche naturellement sur l'analyse qualitative, comme sur la recherche trans-culturelle, la formation de typologies, auxquelles sont consacrés d'autres chapitres de cet ouvrage, comme sur la macro-sociologie examinée par Paul Lazarsfeld. Celle-ci avait déjà occupé depuis le 19^e siècle la sociologie européenne, et l'étude des grands problèmes (socialisme en URSS, démocratie en Allemagne, etc...) apparaît aussi aux Etats-Unis après la guerre, mais elle est de nos jours plus circonscrite dans le temps et l'espace et utilise plus largement les données de fait. Ici s'est fait sentir l'influence des techniques d'enquête, mais aussi celle de la notion de processus dans le choix des sujets comme de leur interprétation, conduisant à l'examen de variables micro-sociologiques à l'intérieur de propositions macro-sociologiques et celles-ci à leur tour conduisent à des schémas d'explication linéaires avec Inkeles, stratégiques avec Moore ou dialectiques avec Smelser, suivant la manière dont se manifestent les variables confrontées.

La recherche de théories est la troisième direction de la pensée sociologique analysée. Certes, au sens des sciences exactes, c'est-à-dire de celui d'une hypothèse souvent exprimée en langage mathématique et sujette à vérification expérimentale, il n'y a pas en général de théories dans les sciences sociales. Dans ce domaine les processus de classification, la formulation rigoureuse des problèmes, les essais d'interprétation en tiennent lieu. Cette absence de théorie se traduit par la notion de « théorie de moyenne portée » de R.K. Merton qui invite à utiliser l'analyse en allant au delà de la simple collecte des faits, pour atteindre l'interprétation systématique mais sans spéculation abusive. Le Marxisme, par contre, pourrait apparaître comme une théorie de la société globale. Il possède ses concepts de base (classes, modes de production), sa méthode (l'analyse dialectique) d'un emploi général. L'auteur montre comment la sociologie « concrète », tout en laissant aux Partis le monopole de la

formulation théorique, essaye d'établir une corrélation entre la théorie et les données de l'observation. L'empirisme pénètre la recherche en URSS et dans les pays avoisinants où l'on étudie les attitudes des ouvriers face au travail, la personnalité, les loisirs, les aspirations des jeunes, les petits groupes, où la recherche en est à ses débuts mais commence à envisager le rôle médiateur de ces derniers entre la société globale et l'individu, etc... Il n'est pas interdit de penser que la « sociologie concrète » pourrait apporter une contribution importante à la planification sociale, aux stades de la conception comme à celui de l'exécution, ce qui lui donnerait une portée considérable. Sur ces bases s'esquissent des rapprochements entre sociologues des pays de l'Est et des pays de l'Ouest, les premiers accordant un intérêt accru à la recherche empirique, les seconds prenant plus clairement conscience des cadres théoriques de la recherche et de la systématisation souhaitable des résultats de la recherche. On rapprochera de cette analyse les développements que l'auteur consacre à deux autres tentatives d'appréhender la société dans sa totalité : la théorie critique d'Adorno et du groupe de Francfort et la dialectique sociologique de Gurvich, dont les opérations évoquent irrésistiblement les « pattern variables » de Parsons.

A propos d'une autre théorie, le fonctionnalisme, défini par Durkheim, repris par les anthropologues anglais et de nombreux sociologues modernes (Parsons, Davies, Bourricaud), en passant par la distinction classique de Merton entre fonctions manifestes et fonctions latentes, l'auteur se montre sévère, car les formulations du fonctionnalisme sont si générales qu'elles ne paraissent vraiment pas donner l'explication des découvertes empiriques. Cependant, ajoute-t-il plaisamment, on ne peut vivre ni avec ni sans fonctionnalisme, et il relève quelques tendances récentes qui permettraient d'attribuer une signification nouvelle à la théorie. L'auteur aborde aussi les problèmes de conflit qui conduisent aux concepts de disfonction et d'anomie, si éloignés du fonctionnalisme traditionnel tourné vers l'équilibre et le conservatisme pour examiner la notion de systèmes auxquels ils ont donné lieu, et qui ont pour excellent effet de souligner la nature des processus eux-mêmes. Il poursuit avec les notions de mécanismes fonctionnels (Goode) et de réciprocité (Gouldner), qui conduisent le fonctionnalisme par son extension et sa dynamique à se rapprocher de la théorie des systèmes. Par contre, et contrairement à ce qui se passe en anthropologie et en linguistique, le structuralisme n'a encore fait que de modestes incursions en sociologie.

Jean Piaget avait déjà, dans son Introduction, montré l'influence que les positions idéologiques ou philosophiques du savant pouvaient exercer sur la recherche. Il avait insisté sur les limitations que pouvait entraîner la sujétion du savant à une philosophie, fût-elle empiriste ou dialectique. Paul Lazarsfeld aborde dans son chapitre des considérations parallèles tenant aux effets des variations du caractère national sur la sociologie : variations de contenu lorsque les conditions sociales poussent vers l'étude de problèmes nationaux d'actualité (castes en Inde, migrations

internes en Italie) ou inversement écartent certains sujets jugés peu intéressants (discrimination, minorités aux Pays-Bas, révolution aux Etats-Unis), variations culturelles lorsque par exemple les répugnances culturelles des Hollandais pour les grandes théories abstraites les poussent à préférer les théories de portée moyenne ou lorsque les Indiens font appel à leur ancienne philosophie ; mais aussi variations accidentelles causées par le rôle d'une personnalité exceptionnelle (Znaniécki en Pologne) ou par la création d'une institution nouvelle appelée à transformer l'exercice de la sociologie (Faculté latino-américaine des sciences sociales au Chili, Groupe de recherches sociologiques à Budapest).

L'auteur conclut par un examen des liens existant entre la sociologie et d'autres sciences sociales. La technique des enquêtes est étendue à l'anthropologie (Stoetzel et l'étude du *Giri* japonais), à l'économie pour l'étude des propensions à l'épargne et à l'investissement, aux migrations ouvrières, etc..., à la psychologie sociale pour déterminer les caractéristiques de la vie en société, en science politique pour évaluer la complexité des structures de l'opinion. Les théories de la mesure ont également trouvé place en dehors de la sociologie. A l'inverse, les modèles économiques ont influencé les débuts de la sociologie mathématique et l'auteur montre également comment les progrès récents de la psychologie sociale contribuent efficacement à l'analyse sociologique en y introduisant les concepts si féconds de l'estime de soi, de la dissonance et de la spécialisation.

Comme la sociologie avec laquelle elle a des liens évidents, *la science politique*, étudiée par W.J.M. Mackenzie, est également une science résiduelle lentement dégagée de la proto-histoire et où l'application de la méthode scientifique est difficile, où les données sont d'interprétation malaisée et où les conclusions sont souvent dépendantes du milieu. Science morcelée aussi comme le monde politique, mais qui s'efforce cependant d'assurer l'universalité des concepts et des méthodes. Avec des nuances et des réserves l'auteur adopte comme concept central de son analyse l'étude de l'Etat et des institutions politiques entreprise dans un territoire déterminé et en liaison avec un système culturel donné. Dans sa recherche la science politique est d'abord descriptive, mais utilise des cas particuliers pour s'élever à des conceptions théoriques générales adoptant le langage des variates. Elle est aussi normative car elle s'occupe de normes et offre des avis sur la conduite politique aux gouvernants et aux gouvernés. Elle est enfin, dans une certaine mesure, nomothétique, dégageant des constantes et offrant un certain degré de prévision. On pourrait évidemment se demander si ce concept de l'étude de l'Etat présenté comme focal n'évoquerait pas un système fermé qui laisserait en dehors les relations internationales et l'administration publique, et qui aurait de plus le désavantage d'envisager la politique du point de vue des gouvernants. Sans vouloir réduire la science politique à la sociologie, malgré des tentations évidentes, ne serait-il pas possible de voir dans la politique un sous-système de la société globale, ce qui pous-

serait à l'analyse des relations et interactions entre sous-systèmes, et de jeter plus de lumière sur les concepts de stratification, de pouvoir politique ? W.J.M. Mackenzie en est certainement conscient car s'il maintient comme idée directrice de son exposé le concept central de l'Etat et des institutions politiques, il montre que l'étude de la politique se poursuit au delà de cette limite, à tous les niveaux, dans toutes les sociétés, les organisations et les groupes. Ce faisant il réintègre dans son étude les relations internationales et l'administration publique. Il souligne les relations établies entre la science politique et l'étude des petits groupes, de la micro-sociologie, de la socio-linguistique, de l'anthropologie et de la macro-sociologie d'où découlent des rapports constants entre cette science et les autres sciences sociales.

La partie centrale du chapitre est consacrée à une systématisation toute pragmatique de la recherche en cours autour des concepts de pouvoir, de force, d'influence et d'autorité, c'est-à-dire des conditions nécessaires à l'existence de tous les Etats, qu'ils soient démocratiques ou autoritaires, développés ou non, ainsi qu'à l'étude des Etats constitutionnels, c'est-à-dire à l'étude des systèmes politiques, des institutions et de la participation politique, l'accent étant mis sur l'étude des pratiques électorales et des processus législatifs en relation avec les institutions économiques et sociales. Ainsi la science politique, malgré des difficultés et des faiblesses, noue avec les autres sciences sociales des liens étroits et rien de ce qui se passe dans ces sciences ne lui paraît étranger, ce qui amène l'auteur à un retour en arrière et à des réflexions sur ce que pourrait être la science politique étudiée du point de vue des processus de décision. Ceux-ci pourraient constituer un autre concept central supérieur aux concepts de pouvoir, d'autorité légitime, de système politique, ce qui permettrait de jeter de nouveaux ponts vers les autres sciences sociales, notamment l'économie et la psychologie sans parler de la sociologie, ce qui, méthodiquement parlant, pourrait déboucher sur des théories générales.

Il serait intéressant en lisant ce chapitre de le comparer, comme le suggère l'auteur, avec le volume collectif *La science politique contemporaine* publié par l'Unesco en 1950. Par rapport à ce point commode de référence les progrès réalisés dans de nombreux pays paraîtraient sensibles et de nature à augurer favorablement de l'avenir.

Longtemps tributaire de la philosophie, la psychologie étudiée par Jean Piaget n'a trouvé qu'à une date relativement récente l'objet spécifique de ses recherches. Ce ne sont ni les problèmes, ni les domaines d'études qui les séparent, car psychologues et philosophes s'occupent les uns et les autres, et légitimement, du comportement, du développement ou des structures. « La seule différence tient à la décentration du moi : là où le psychologue prétend n'avancer que des hypothèses vérifiables par chacun, en fournissant dans ses techniques bien différenciées les instruments de contrôle, le philosophe admet qu'il se connaît lui-même grâce à un ensemble d'intuitions jugées primitives et préalables à toute connaissance

psychologique. » Mais si cette libération de la psychologie est accomplie et l'indépendance désormais affirmée, on pourrait se demander si le psychologue, lui, s'est toujours libéré des présuppositions philosophiques. La persistance à l'intérieur de la discipline d'écoles de pensées divergentes que Jean Piaget n'a pas manqué de relever dans l'Introduction au présent volume n'implique-t-elle pas la persistance d'attaches philosophiques, et celles-ci ne seraient-elles pas sous-jacentes à la manière dont il aborde lui-même ce chapitre ? Jean Piaget s'en est expliqué ailleurs ⁴ (pour lui la réflexion philosophique sert à poser les problèmes mais ne suffit pas à les résoudre) et peut-être eut-il été inutile d'y revenir dans un discours placé entièrement sur le terrain scientifique.

Quoi qu'il en soit, l'auteur présente dans un saisissant raccourci l'étude des grandes tendances de la psychologie contemporaine sous l'angle des différentes interprétations proposées. Il montre les limites de la tendance organiciste qui est une mise en relation des processus mentaux et des comportements avec les processus physiologiques, car il est impossible de réduire la vie mentale à la vie organique. L'intelligence ne surgit pas toute faite, comme contenue dans l'organisme. Elle se construit peu à peu, par reconstructions successives, de palier en palier. De même est écartée la tentation de relier processus mentaux et processus physiques (Fechner). Ses travaux récents sur la perception et l'intelligence montrent en effet que les formes d'équilibre en jeu sont plus proches d'un système de régulation que d'une balance des forces. Les relations du mental et du social amènent l'auteur à souligner l'importance de la psychologie sociale à qui sont consacrés par ailleurs des développements déjà signalés ⁵ en même temps qu'à écarter toute réduction de l'un à l'autre, les relations étant plus d'interdépendance et d'apparementement que de dépendance. Il montre enfin au sujet du comportement, de l'apprentissage et de la mémoire comment ceux-ci sont inséparables, commandés par le développement de l'individu. L'approche adoptée est celle du structuralisme psychologique, ce qui donne à l'auteur l'occasion de reformuler ses conceptions célèbres sur la théorie de l'intelligence. Au delà du rôle joué par la maturation nerveuse, par la société ambiante, par l'expérience dans le développement de l'intelligence, s'ajoute un facteur de coordination, d'équilibration qui s'exprime par les structures bien connues de groupes, de réseaux, d'anneaux, etc. Celles-ci sont naturelles et se constituent spontanément avec les opérations elles-mêmes, portant sur les objets, l'espace, le temps, la causalité. L'analyse des tendances modernes de la psychologie, à partir des interprétations proposées, se présente ainsi avec une grande force. Elle souligne les ponts nombreux qui relient la psychologie aux autres sciences sociales et à certaines sciences naturelles, comme la biologie. Les développements remarquables de nouveaux secteurs de la psychologie scientifique n'en sont pas négligés pour autant, mais on regrettera que, faute de place, les recherches modernes sur les motivations, la neuro-psychologie, la psycho-linguistique et peut-être aussi la psycho-pharmacologie n'aient pu être traitées avec toute l'am-

pleur que Jean Piaget aurait pu leur donner. Implicite est également la reconnaissance de la position pour ainsi dire stratégique occupée par la psychologie, à l'intérieur du système des sciences, vis-à-vis des sciences naturelles et des sciences sociales auxquelles des développements dans le chapitre introductif avaient déjà fait allusion et, pourrait-on ajouter, vis-à-vis aussi du développement des arts, ce qui jetterait un pont nouveau entre la première et la deuxième partie de l'Étude sur les tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines.

Le chapitre sur *l'économie* requiert l'indulgence et la sympathie du lecteur car les circonstances lui ont été bien contraires. Confié tout d'abord au Prof. O. Lange de l'Université de Varsovie, celui-ci mourait peu après, non sans en avoir cependant dessiné les grandes lignes avec trois de ses disciples, MM. W. Brus, T. Kowalik et I. Sachs. L'œuvre était reprise par ces derniers, et un projet de chapitre rédigé qui fut, suivant la procédure suivie tout au long de l'exécution de l'Étude, soumis à de larges consultations. Pour des raisons contingentes et indépendantes de leur volonté, MM. Brus, Kowalik et Sachs ne furent pas en mesure d'en tirer parti et de mener à bonne fin leur entreprise. Celle-ci a donc été, une fois de plus, reprise et le Secrétariat de l'Unesco s'est efforcé d'en assurer la rédaction finale sur la base du projet de chapitre préparé par eux, et en utilisant tous les éléments d'information à sa disposition. On a bien entendu eu le souci constant de respecter la pensée directrice qui en avait inspiré la conception, mais on n'ignore pas non plus tous les dangers inhérents à une opération de reprise en sous-œuvre. Aussi le lecteur, s'il trouve quelque intérêt à ce travail, devrait-il en reporter le mérite à ses inspireurs, laissant au Secrétariat toute la responsabilité des imperfections et erreurs qui pourraient s'y être glissées en dépit de ses efforts.

Le chapitre débute par un bref rappel des grandes tendances, historique, marxiste et marginaliste, qui ont marqué l'économie moderne. Les perspectives de rapprochement entre écoles font l'objet d'hypothèses que l'on s'est efforcé de nuancer, mais il n'a pas été possible d'ignorer les oppositions actuelles en raison de choix idéologiques auxquels on ne peut encore échapper. A cet égard on a marqué la généralisation, à l'Est comme à l'Ouest, de méthodes qui ont fait leur preuve et qui ont nom input-output, étude économétrique des marchés, recherche opérationnelle, etc. On a également souligné, dans le même ordre d'idées, l'emploi généralisé de concepts précis qui donnent à la science économique un outillage uniforme : revenu national, investissement, épargne, progrès techniques, etc.

On s'est en particulier efforcé de décrire le cheminement de la pensée économique dans les manifestations concrètes de l'activité économique, son aspect praxéologique, et de montrer dans l'économie moderne une science sociale qui, elle aussi, utilise le langage des variates, procède à des choix dans un contexte social et historique changeant, à la recherche de ces compromis nécessaires que sont les conditions d'allocation, d'utili-

sation et d'accroissement des ressources disponibles. La structure du chapitre repose sur l'examen des notions de croissance, de richesse et de distribution dont les combinaisons et les inter-réactions conduisent au concept de planification. En d'autres termes, plutôt que d'analyser les divisions traditionnelles de l'économie, finances, monnaie, etc., on a voulu montrer comment à l'intérieur d'un cadre analytique qui se généralise, évoluent en liaison constante les unes avec les autres, les théories modernes du fonctionnement de l'économie, de la croissance et du développement socio-économique. On a tenté ainsi d'identifier les grands problèmes qui se posent à l'économie contemporaine. Et, tout d'abord, le problème qui découle naturellement de l'analyse de « la nature et des causes de la richesse des nations » est celui des facteurs et des conditions de la croissance économique dont l'importance est générale autant pour les pays développés que pour les autres pour qui se posent également les questions de taux de la croissance et de l'augmentation des ressources. Le problème est envisagé dans une approche dynamique dans le cadre de la société globale. Les problèmes de distribution, d'abord limités à l'analyse des déterminants de la rémunération par unité des facteurs de production, s'élargissent désormais jusqu'à faire intervenir les systèmes politiques et institutionnels. L'acceptation graduelle de la planification est enfin la conséquence directe des changements intervenus dans les systèmes politiques et sociaux après ce que Myrdal a appelé « l'interlude du laissez-faire ».

Tel qu'il ressort de ses nombreux avatars, le chapitre sur l'économie est peut-être partiel, sinon partial dans son inspiration première, mais il en est surtout ainsi parce que délibérément il a été orienté vers les problèmes considérés comme essentiels pour l'avenir. Sa plus grande nouveauté réside peut-être dans son insistance à situer l'économie à l'intérieur du système des sciences sociales et à souligner ses rapports étroits, indispensables non seulement avec la cybernétique, la théorie des décisions, les méthodes mathématiques, mais avec l'ensemble de la sociologie, de la science politique, de la psychologie, de la démographie et jusqu'à l'anthropologie sociale et culturelle.

La démographie, abordée par J. Bourgeois-Pichat, est dans la situation heureuse de traiter d'un petit nombre de faits, qui se laissent aisément définir : naissance, vie (et reproduction), mort, faits qui sont éminemment quantifiables. La complexité et la richesse de la discipline proviennent de ce que les faits démographiques se rapportent à des individus qui vivent en groupes et de là procèdent des interrelations avec toutes les sciences sociales qui donnent à la recherche démographique une vocation interdisciplinaire par excellence.

Dans cette optique l'auteur s'est attaché à décrire les problèmes qui ne sont pas encore résolus, mais dont l'importance est considérable pour l'avenir de l'espèce. Ainsi si chaque être humain est tiré pour ainsi dire au hasard dans l'ensemble des combinaisons génétiques possibles, il existe néanmoins un patrimoine génétique commun sur lequel l'individu

peut agir par son comportement. Le contrôle qu'il exerce ou peut exercer sur sa fécondité naturelle soulève pour le démographe des problèmes qu'il ne peut résoudre qu'avec l'aide de la biologie, notamment en ce qui concerne, par exemple, les méthodes de contraception efficaces, le choix du sexe ou la maîtrise du vieillissement. Les rapports entre la démographie et l'économie sont nombreux, aussi bien lorsqu'il s'agit de planification autoritaire que de planification indicative. L'appréciation des besoins d'une population, la distribution des signes monétaires dépendent à chaque instant de la composition de la collectivité, de sa composition par âge, ainsi que des niveaux enregistrés de fécondité et de mortalité. L'homme par ailleurs vit dans la nature, il agit sur elle comme il en subit aussi les conséquences. A cet égard les problèmes de migration et d'urbanisation posent des problèmes à la fois démographiques et écologiques.

On multiplierait aisément les illustrations de ces contacts pour lesquels on renvoie le lecteur au chapitre lui-même. Qu'il suffise ici de souligner d'une part l'apport considérable de la sociologie qui, à côté du « comment », s'efforce à toucher le « pourquoi » des choses, concrètement les variations des habitudes matrimoniales, la nuptialité dans ses rapports avec les classes sociales, la religion, le développement, etc., et, d'autre part, l'affinement remarquable des moyens d'observation qui sont à présent à la disposition du démographe. Non seulement les techniques de rassemblement et d'analyse des données ont naturellement profité ici des progrès réalisés ailleurs par les méthodes de sondage et d'enquête, mais l'utilisation des ordinateurs permet déjà l'équivalent d'une expérimentation par le développement des techniques de simulation des comportements dans des situations où l'expérimentation directe demeure difficile.

La recherche démographique proprement dite s'attache actuellement, et sur une base internationale autant qu'interdisciplinaire, à l'étude de nombreux secteurs qui retiendront l'attention du lecteur. Et, tout d'abord, les problèmes liés à la santé. La mortalité est devenue un événement où, par suite des progrès (ou en l'absence de progrès) la société a de plus en plus son mot à dire. L'idée que l'état de santé s'explique par toute la vie passée d'un individu aussi bien que par l'importance des dispositifs sanitaires mis à sa disposition, évoque la question redoutable du prix social de la santé et de la vie humaine qu'il importe d'aborder avec lucidité. Les problèmes relatifs à la procréation donnent lieu à d'innombrables travaux et conduisent à l'étude des motivations qui décident de la dimension des familles. Les questions de développement économique se fondent sur les études des perspectives de la population active et des ménages et familles, etc.

Il faut, après ce retour sur le présent, noter avec l'auteur et non sans quelque mélancolie, qu'il reste encore beaucoup à faire et qu'en de nombreux secteurs les progrès paraissent arrêtés parce que les sciences voisines, la biologie, la médecine, la sociologie surtout n'ont pas encore fait

les progrès qu'attend d'eux le démographe. Souvent même ces sciences ne savent pas ce que l'on demande d'elles. Aussi est-ce par un appel angoissé à une meilleure information interdisciplinaire qu'il faut interpréter le message apporté par ce chapitre.

De *la linguistique* dont on peut dire qu'avec la mathématique, elle est une des sciences les plus anciennes puisqu'elle peut être datée du deuxième millénaire avant notre ère (grammaire sumérienne), Roman Jakobson a voulu montrer deux aspects fondamentaux, à savoir que les sciences humaines pourraient s'ordonner à partir d'elle et que ses principales manifestations modernes s'orientent dans le sens de l'unification de la discipline.

Le premier aspect de cet exposé apparaît comme une réponse à Jean Piaget. On a vu que celui-ci avait voulu montrer l'impossibilité d'une classification linéaire des sciences à la manière d'un Auguste Comte. Pour Jakobson, au contraire, les sciences humaines peuvent s'ordonner à partir de la linguistique. Le point d'insertion est la science des communications qui utilise un langage ou des signes, et qui se retrouve dans tous les actes de la vie sociale. On sait que dans cet ordre d'idées Lévi-Strauss a cherché à interpréter la société en fonction d'une théorie de la communication qui serait une science intégrée de l'anthropologie sociale, de l'économie et de la sémiotique caractérisée par l'échange des messages, l'échange des utilités et l'échange des femmes (ou des partenaires, précise Jakobson). Talcott Parsons a pour sa part décrit la science économique comme un langage spécialisé, les transactions économiques comme un type de conversation, la circulation de l'argent comme l'envoi de messages et le système monétaire lui-même comme un code. C'est en reprenant tous ces éléments que Jakobson, rejoignant Benveniste, soutient et veut démontrer que « le problème sera ... de découvrir la base commune à la langue et à la société, les principes qui commandent ces deux structures, en définissant d'abord les unités qui dans l'une et l'autre se prêteraient à être comparées et d'en faire ressortir l'interdépendance ». Les rapports de la linguistique avec les sciences naturelles, et notamment avec la biologie sont également étroits. Jakobson insiste sur l'acquisition du langage par l'enfant qui, bien que circonscrite dans des limites biologiques étroites, ne paraît pas présupposer des instructions génétiques déterminées. D'autre part, le déchiffrement récent de l'ADN montre que la spécificité génétique est écrite avec un alphabet. Elle utilise, comme langage, des unités vides de sens, mais dont le groupement, exécuté d'une certaine façon, prend un sens. Ainsi linguistes et biologistes découvrent le dessin constamment hiérarchisé des messages génétiques et verbaux et leur intégration en unités qualifiées de syntactiques.

Si d'autre part la théorie linguistique moderne semble présenter une grande variété de doctrines, parfois opposées les unes aux autres, Roman Jakobson soutient qu'une étude plus attentive révèle l'existence d'un « tout monolithique » linguistique, les contradictions n'étant que de surface, alors que les fondements sont d'une remarquable généralité. L'ob-

jectif contemporain est celui de l'examen des structures verbales, c'est-à-dire de leur cohérence et de la nature relationnelle et hiérarchiste de leurs parties constitutives. Historiquement influencée par la pensée de Husserl et la phénoménologie hégélienne, la formation de la linguistique structurale est retracée depuis les efforts de Baudoin de Courtenay et de Kruszewski jusqu'à Ferdinand de Saussure et son *Cours de linguistique générale* qui marque le début d'une ère nouvelle dans l'étude du langage. Toute la science moderne en dérive et Jakobson entreprend de le montrer, même lorsque cette science développe ou corrige la pensée de Saussure. Le chapitre est complété par une bibliographie des grands problèmes linguistiques étudiés entre 1958 et 1968 qui constitue un bien utile instrument de travail.

On peut évidemment se demander, à la lecture d'un chapitre aussi dense, si les extensions que l'auteur donne à la linguistique peuvent déjà contribuer au progrès des sciences sociales, et si elles ne sont pas, dans une certaine mesure, métaphoriques. En particulier, si la théorie linguistique de la monnaie est suggestive, fait-elle vraiment avancer les connaissances en cette matière ? Il ne fait pas de doute que pour Jakobson il y a ici bien plus que des correspondances simplement extérieures. A tout le moins devra-t-on y voir le commencement d'un rapprochement entre nos disciplines et cela n'est pas le moindre intérêt de ce chapitre.

Les quatre chapitres suivants sont consacrés aux dimensions interdisciplinaires de la recherche. On avait auparavant examiné, une à une, les principales disciplines des sciences sociales et cette étude avait déjà fait apparaître les liens nombreux qui les unissent les unes aux autres et, dans une certaine mesure, aux sciences exactes et naturelles. Il s'agit maintenant d'aborder l'analyse de ces interconnexions par elles-mêmes, et d'explorer deux domaines privilégiés où les tendances interdisciplinaires se montrent d'un emploi particulièrement encourageant. Ce faisant, est soulignée cette caractéristique des sciences sociales modernes qui les pousse à s'unir pour l'examen de problèmes abordés simultanément de différents points de vue et par des méthodes convergentes.

Ce sont les *problèmes généraux de la recherche interdisciplinaire et des mécanismes communs* que Jean Piaget aborde dans un chapitre d'un grand intérêt épistémologique. L'auteur part de cette constatation que dans les sciences naturelles la recherche interdisciplinaire est pour ainsi dire imposée par la nature des choses, étant donné la hiérarchie des disciplines et la filiation des phénomènes qui entraînent constamment des problèmes de réduction. Il en serait tout autrement dans les sciences sociales où non seulement un ordre hiérarchique entre les disciplines ne paraît pas possible, mais où encore le cloisonnement « tragique » des enseignements dans des Facultés distinctes rend malaisés les contacts souhaitables. Aussi, se plaçant à un niveau élevé d'abstraction, Jean Piaget suggère-t-il qu'on retrouve dans les sciences humaines, comme en biologie, des notions fondamentales et convergentes : structures ou for-

mes d'organisation, fonctions, sources de valeurs qualitatives ou énergétiques et significations dont l'analyse occupe une position centrale dans ce chapitre. Le progrès interdisciplinaire serait alors fonction de l'emploi de ces notions par les différentes sciences, car c'est autour de ces « réalités communes » que se groupent ou se regroupent les problèmes interdisciplinaires.

On se doute bien que des spécialistes de sciences sociales moins intéressés par les questions de meta-méthodologie que par les problèmes soulevés par la recherche empirique concrète ne partageront pas entièrement ce point de vue. Ils pourraient non seulement hésiter sur la signification à attribuer à ces notions lorsqu'elles sont détachées d'un contexte expérimental, mais ils pourraient également soutenir que leur démarche intellectuelle suit une direction inverse de celle qui vient d'être décrite. Pour eux l'approche interdisciplinaire prendrait son point de départ à un niveau bien moindre d'abstraction ou plus précisément ils verraient dans l'abstraction la conséquence et le résultat de la recherche empirique concrète.

On pourrait en d'autres termes également soutenir qu'un même phénomène concret, la famille par exemple, peut relever simultanément de plusieurs disciplines, sociologie, psychologie, économie, démographie, etc., dont les acquis sont d'abord juxtaposés et additionnés avant de se prêter à une abstraction et à une conceptualisation rendant nécessaire et possible une intégration ultérieure. Mais il convient peut-être de distinguer, à cet égard, l'approche « multidisciplinaire » dont relèvent les rapprochements concrets et la recherche proprement « interdisciplinaire » exigeant le niveau d'abstraction auquel se place Piaget, puisqu'il s'agit alors de la recherche des mécanismes communs et non plus de simple collaboration.

Ainsi est posé le cadre d'un débat passionnant que l'on souhaiterait voir se poursuivre après la publication de cet ouvrage dont le déroulement même et les résultats pourraient avoir des conséquences incalculables pour la recherche interdisciplinaire. Elles opposeraient peut-être une notion circulaire de progrès interdisciplinaire dans les sciences sociales au progrès vertical par réduction qui semble être largement le propre des sciences exactes et naturelles.

C'est précisément, nous semble-t-il, à ce dernier palier d'abstraction que se place R. Boudon lorsqu'il étudie *l'emploi du langage mathématique et des modèles par les sciences sociales*. Renonçant à en présenter une vue générale dans chacune des disciplines, ce qui risquerait d'empiéter sur des développements déjà couverts dans les chapitres « disciplinaires », R. Boudon s'est au contraire attaché d'abord à une caractéristique générale des mathématiques employées dans les débuts des sciences sociales et ensuite à cerner les applications modernes les plus marquantes. La première recherche n'est pas seulement d'intérêt historique. Elle révèle des tendances toujours présentes dans les sciences. C'est ainsi, par exemple, que la théorie des jeux peut remonter aux

travaux de Buffon sur l'arithmétique morale, que les études de Condorcet sur le dépouillement des scrutins préfigurent la recherche opérationnelle moderne, Verhulst annonce les théories sur la diffusion des épidémies et la tradition du « curve fitting » est toujours utilisée pour la prévision en démographie, comme en économie ou en sociologie. Ce sont cependant les aspects plus modernes des mathématiques appliquées aux sciences sociales qui retiennent surtout l'auteur lorsqu'il souligne l'étonnante floraison d'œuvres (Luce et Bush en psychologie, Lazarsfeld et Coleman pour la sociologie, Alker pour la science politique, sans compter tous les travaux inspirés par Kemeny et Snell, etc.) qui ont marqué la littérature scientifique depuis 1960, et qui soulignent la diversification que l'on voit apparaître dans les emplois des mathématiques dans les sciences sociales. De nouveaux champs de recherche, en psychologie sociale avec les théories de la mesure, en linguistique avec les mathématiques de Chomsky, en économie avec la théorie des jeux, en anthropologie avec l'analyse des structures de parenté, etc., témoignent de la vitalité de ces approches. En même temps se développent des mathématiques nouvelles : algèbre supérieure, notamment linéaire avec les matrices de Leontieff en économie ; théorie des processus stochastiques avec les chaînes de Markov ; théorie des graphes de Koenig et Berge qui trouve de nombreuses applications dans l'analyse des structures sociales ; méthodes de simulation utilisées avec succès en démographie, en économie, en sociologie politique pour les problèmes de prédiction électorale, etc. Ainsi une « double naïveté » tend de plus en plus à être écartée. La première qui consiste à croire que les phénomènes humains, pour d'obscures raisons, ne sauraient faire l'objet d'un traitement mathématique, ce que l'on pourrait rapprocher d'une autre timidité vis-à-vis de l'utilisation des méthodes d'expérimentation appliquées aux phénomènes humains qui en a longtemps entravé les progrès. La seconde naïveté consiste à croire qu'on peut plaquer tel quel, sur les sciences sociales, un langage créé à l'usage des sciences naturelles. Or les sciences sociales requièrent un langage qui leur est propre et qui s'exprime désormais par le développement des modèles et la notion de structure. Pour elles les méthodes mathématiques doivent être « plus souvent inventées qu'appliquées ».

Le chapitre se termine par un tableau des modèles et méthodes utilisés par les sciences sociales, utilisant une classification peut-être arbitraire entre modèles théoriques, descriptifs et inductifs, mais qui correspond cependant à des considérations épistémologiques. Il a, en tout cas, le grand mérite de montrer par de nombreux exemples à quelles fins pratiques ces instruments sont utilisés.

La conclusion de l'auteur est raisonnablement optimiste. De nombreux facteurs, dont le moindre n'est pas l'intérêt croissant que les mathématiciens ressentent pour les sciences sociales, militent en faveur du développement d'une méthodologie mathématique dans ces dernières. En dépit de restrictions qui peuvent être difficilement dépassées, les

sciences sociales se mathématiseront de plus en plus. Il n'est cependant pas certain, qu'à court terme tout au moins, il en résultera directement un plus grand rapprochement, pour ne pas parler d'unification, tant sont grandes encore les différences qui les séparent.

C'est à un palier intermédiaire que se place Pierre de Bie. Entre la pensée théorique et l'action informée, *la recherche orientée* mêle en effet dans des proportions diverses, préoccupations théoriques et considérations utilitaires. Disons avec l'auteur que le mot, en français tout au moins, paraît mal forgé, soulevant des résonances fâcheuses, et qu'il faudrait peut-être bien lui préférer l'expression « d'action concertée » utilisée par la D.G.R.S.T. française. Quoi qu'il en soit la recherche orientée qui n'est pas nouvelle prend de nos jours une extension considérable car, participant à la fois de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée, elle établit entre les besoins sociaux et la recherche des rapports étroits. Elle se trouve ainsi englobée dans un système de valeurs, avec tous les risques de déformation que cela comporte. A ce sujet l'auteur énonce une idée particulièrement intéressante et originale qui ne manquera pas de frapper le lecteur, à savoir que la notion de recherche orientée pourrait être différente selon les pays, et être influencée par les différences existant entre leurs structures politiques et sociales. Dans un sens toute recherche dans les pays socialistes serait orientée.

Les exemples de recherche orientée sont innombrables. On en trouvera décrits avec précision dans les domaines les plus variés et les plus préoccupants aussi : domaines de la faim dans le monde, de l'urbanisation, de la criminalité, du vieillissement des populations et tant d'autres encore qui ont donné naissance, par ailleurs, à de nouvelles disciplines des sciences sociales. Le processus est bien connu et nous y avons déjà fait allusion en le présentant avec Paul Lazarsfeld comme une des fonctions propres de la sociologie considérée comme une science résiduelle, c'est-à-dire comme la science de tous les phénomènes sociaux qui n'ont pas été encore étudiés avec suffisamment de cohésion et de pénétration pour faire l'objet d'une discipline portant une étiquette onomastique bien définie. Ce chapitre n'était évidemment pas le lieu où pouvait être étudié le mécanisme par lequel certaines connaissances parviennent à un moment donné à se cristalliser pour constituer de nouvelles unités ordonnées du savoir. Mais il pourrait être le point de départ de réflexions historiques montrant la part que la recherche orientée a prise dans la formation de ces sciences nouvelles. Ainsi pourrait-on montrer comment, au siècle dernier, la conjonction due à l'existence de statistiques administratives et à l'apparition de problèmes urgents concernant l'organisation pénitentiaire, le traitement des criminels, la nature de la criminalité, a conduit à la naissance d'une science de la criminologie devenue indépendante de la sociologie.

Des réflexions du même ordre pourraient probablement être faites pour la démographie et d'autres sciences encore comme la science politique, la gérontologie, l'urbanisme, etc.

Les difficultés de la recherche orientée qui, soit dit en passant, est le plus souvent multidisciplinaire mais peut être également monodisciplinaire (Quesnay et les Physiocrates soucieux de trouver des règles de conduite applicables aux Etats et aux individus, psychologues soucieux des problèmes d'orientation et d'aménagement des hôpitaux et des écoles, sociologues penchés sur les problèmes de relations humaines dans l'industrie ou sur les relations raciales, etc.) sont au cœur de cet important travail. Ils touchent aux rapports existant entre la recherche et l'action. A ce sujet l'auteur montre bien les deux types de problèmes auxquels ces rapports donnent naissance : d'une part un problème de communication et de collaboration entre les chercheurs et les agents de décision (policy makers), d'autre part la nature du fossé qui sépare la connaissance de la décision et de l'action. Le premier problème est probablement un problème d'organisation et de relations institutionnelles. Le second une question intellectuelle de corrélation entre les problèmes de l'action et les schémas de recherche.

La recherche orientée a apporté une contribution réelle à la recherche fondamentale et elle a apporté, en bien des secteurs, la preuve de l'utilité des sciences sociales. Avec raison l'auteur lui prédit un grand avenir dans tout ce qui concerne l'aménagement du territoire, l'éducation, la démographie, sans oublier la jeunesse et la condition de la femme au sujet desquelles une grande révolution est en train de s'accomplir, et où, paradoxalement, fait encore défaut un développement cohérent de la recherche interdisciplinaire orientée. Ce grand avenir apparaît même dans des domaines insoupçonnés comme celui assez inattendu mais fort pertinent souligné par l'auteur, de l'œcuménisme. Envisagé sociologiquement comme fonction du rapprochement des peuples et de leur développement solidaire, l'œcuménisme entraîne toute une série de recherches sur les contacts entre groupes religieux, sur l'organisation de l'église, sur la signification du culte, sur la présentation et la nature du message religieux et son insertion dans un système moderne de valeurs dont l'importance ne peut laisser indifférent, et qui sont toutes orientées vers la recherche d'un changement conscient des structures et des comportements.

On l'a déjà dit, toute science sociale est en principe comparative. Mais, lorsqu'à l'aspect comparatif elle ajoute celui de l'internationalisation, qu'elle s'attache à coordonner la collecte et l'analyse de données par delà les cultures, les sociétés ou les entités politiques, elle permet de dégager avec infiniment de finesse les variables et les invariants qui conditionnent le fonctionnement et le développement des sociétés humaines. Domaine expérimental par excellence qui est celui où Stein Rokkan, par ses recherches personnelles comme par son action, a apporté une contribution majeure. Son chapitre sur *la recherche trans-culturelle, trans-sociétale et trans-nationale* illustre parfaitement cette nouvelle dimension de la recherche qui est aussi celle d'une tendance particulièrement féconde des sciences sociales.

On lira avec intérêt les pages que Stein Rokkan consacre au développement des études trans-culturelles et aux efforts institutionnels et d'organisation qui ont facilité leur diffusion. On notera en particulier l'analyse très poussée qui est faite de l'histoire de la recherche comparée et des différentes traditions qui depuis le siècle dernier se sont manifestées dans cette recherche. Rokkan souligne l'effort considérable qui a été fait pour améliorer les données de base utilisables par ces recherches, et pour préciser les différentes stratégies scientifiques employées pour dominer la masse toujours plus considérable d'informations dont on dispose. Ici les progrès ont été la conséquence à la fois du développement de la technologie et de la création de différents organismes de recherche — académiques, commerciaux, internationaux — qui ont permis des mises en contact efficaces. L'auteur montre bien tout ce que l'on doit à cet égard à des Centres du type Roper, Gallup ou International Research Associates, ou encore à l'action de l'OCDE, de la Banque internationale, de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées. On permettra de citer ici les travaux suscités par l'Institut d'éducation de Hambourg et le succès spectaculaire de l'étude entreprise par le Centre européen de coordination de recherche et de documentation en sciences sociales de Vienne dont la création résulte d'initiatives de l'Unesco, comme des efforts poursuivis par celle-ci en liaison avec le Conseil international des sciences sociales pour développer une infrastructure de la recherche comparée trans-culturelle en favorisant, sur le plan international, le rapprochement entre les méthodes et les sources d'information, et en facilitant l'accès aux données aux fins d'analyse.

Quel est l'apport de la recherche trans-culturelle au développement théorique des sciences sociales ? Sans revenir sur le terrain couvert par les autres chapitres « disciplinaires » et sur les références qui ont été faites du point de vue de la sociologie, de la science politique et de l'anthropologie culturelle aux comparaisons entre nations, Stein Rokkan insiste sur les typologies et sur l'influence de ces typologies quant au choix des unités culturelles et géographiques des comparaisons au niveau des communautés, des ménages et des individus. Le terrain d'élection est celui de la construction des nations. Les comparatistes modernes cherchent soit à identifier un type de société utilisé ensuite comme paradigme pour la comparaison de cas historiques (Eisenstadt), soit à comparer des sociétés innovatrices ou développées pendant une période déterminée (Deutsch), soit encore à comparer toutes les sociétés existantes dans une région culturellement historiquement homogène (Almond-Pye). Plus récemment on s'est tourné vers la recherche et l'explication des stratégies de l'action adoptées par les élites soit par la comparaison de grandes nations dans des cultures différentes (Bendix, Moore), soit par la comparaison de toutes les unités situées dans un contexte culturel relativement uniforme. Il s'agit alors de comparaison entre petites nations, préférée par Lipset et Rokkan lui-même lorsqu'ils étudient les processus de démocratisation et de développement des partis

politiques en Europe occidentale. L'objectif est la construction d'un modèle strictement défini destiné à délimiter les variables permettant de rendre compte de modifications observées dans le fonctionnement d'un système politique pluraliste de suffrage universel. « Au lieu de procéder comme si les distinctions socio-culturelles déterminaient directement le comportement politique, la nouvelle méthode consiste à considérer les partis comme des organes de mobilisation des masses et les divisions socio-culturelles de l'électorat comme autant d'ouvertures ou d'obstacles aux efforts de mobilisation. » Les implications méthodologiques de cette approche sont naturellement examinées en détail. Il suffira ici d'y renvoyer, tout en soulignant tout ce que cette méthode contient de promesses, si l'on veut scruter, démontrer et expliquer les ressorts et les mécanismes internes des sociétés.

Comment se traduit, sur *le plan de l'organisation et du financement*, le développement de la connaissance scientifique dont les deux premières parties de cet ouvrage ont essayé de donner en profondeur et en extension une image que l'on croit ressemblante ? Le chapitre de E. Trist ne pouvait être une réponse complète tant la question est à la fois vaste, complexe et nouvelle dans sa formulation. La réflexion sur la politique scientifique en matière de science sociale remonte à quelques années à peine. Peu d'études sérieuses existent en la matière, et le chercheur dispose de bien peu de données cohérentes. L'intérêt est grand cependant, stimulé par le développement des recherches sur les allocations des ressources humaines et financières et sur l'efficacité des options que les Etats doivent trancher par le présent, comme pour l'avenir. Une enquête limitée a donc été entreprise par E. Trist et le Secrétariat de l'Unesco, sur la base d'un questionnaire largement diffusé et d'études consacrées à une douzaine de pays. On en trouvera le détail dans ce dernier chapitre de l'Etude qui est révélateur d'une situation en pleine évolution, et dont l'intérêt pour l'avenir de nos sociétés est immense.

Il faut noter tout d'abord que les sciences sociales, aux Etats-Unis tout au moins, mais leur exemple est suivi ailleurs, sont devenues une « big science » en ce sens qu'elles sont l'objet d'investissements considérables dont l'accroissement relatif est souvent plus grand que celui des investissements consacrés aux sciences naturelles. Partout cependant, sauf de rares exceptions, on constate un divorce plus ou moins prononcé entre l'Université et l'enseignement d'une part et la recherche de l'autre. Partout le financement, quand il existe, est peu ou mal coordonné malgré de nombreux efforts par ci et par là pour mettre sur pied des organismes centraux dotés d'attributions plus ou moins étendues en matière de politique scientifique. Les ressources humaines relativement considérables dans les pays développés sont faibles dans les autres, et encore souffrent-ils ici et là, pour des raisons diverses, d'une organisation insuffisante de la recherche et d'un exode marqué des compétences.

La situation exige des remèdes qui sont à la portée des Etats, ce qui

ne veut pas dire qu'ils soient d'un maniement aisé. Il s'agit en premier lieu de construire des institutions modernes de sciences sociales. La séparation de ces sciences d'avec la philosophie ne s'est en général accompagnée d'aucune réorganisation institutionnelle correspondante et il en résulte une grande dispersion des enseignements et des recherches, ce que Piaget a pu qualifier de « tragique » parce qu'elle empêche les regroupements nécessaires entre disciplines. Il s'agit ensuite de réduire le décalage culturel qui se manifeste trop souvent entre l'état présent des connaissances et la conception que l'universitaire se fait de son rôle dans la société, ce que E. Trist appelle la « persistance disfonctionnelle de l'individualisme académique ». Tout s'est en effet passé historiquement, comme si la recherche avait été laissée libre, à condition d'être « pure », c'est-à-dire abandonnée au chercheur solitaire réfugié dans sa tour d'ivoire après accomplissement de quelques rites obligatoires de passage. Cette phase est bien dépassée par suite de l'interpénétration de plus en plus grande de la science et de la technologie, et du besoin de recherches collectives aussi bien que de recherches individuelles. Comme le montre E. Trist en termes satisfaisants, la persistance de cette disfonction se manifeste en Europe par l'opposition des Universités à toute recherche autre que la recherche fondamentale, par l'individualisme académique qui pousse au maintien de petites unités et à une dispersion d'efforts comme à une surcharge de l'enseignement lui-même aggravé par la prolifération des étudiants. L'individualisme ne peut plus être la philosophie dominante. L'Université et la société doivent se réunir. Des ressources institutionnelles nouvelles devraient être créées, capables de susciter des recherches de large échelle et de longue durée, ce qui implique des formes nouvelles de coopération entre les sources officielles et les sources de compétence dans le respect de la liberté individuelle et une nouvelle éthique des rapports entre chercheurs travaillant dans un même groupe. Les conséquences pourraient en être grandes pour le rapprochement sinon l'unification des disciplines et le progrès général de la science.

Le tout débouche, comme le marque fort bien E. Trist, sur la nécessité d'entreprendre partout un effort résolu de planification assurant une répartition rationnelle des activités entre les Universités, les écoles professionnelles et les instituts de recherche, et une allocation de ressources humaines suffisantes, compte tenu des disponibilités du moment. Pour les petits pays et plus encore pour les pays en voie de développement des choix rigoureux s'imposent pour parvenir à un développement satisfaisant dans quelques directions déterminées, faute de pouvoir tout faire, c'est-à-dire à des spécialisations compensées par un développement rationnel de la coopération régionale ou internationale. C'est donc sur un appel à la raison et à l'action éclairée que se termine cet ouvrage, appel qui s'adresse également aux savants, aux Etats et aux Organisations internationales elles-mêmes.

NOTES

1. *Tendances actuelles de la recherche scientifique. Etude sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles, la diffusion des connaissances scientifiques et leur application à des fins pacifiques*, par Pierre Auger, consultant spécial, O.N.U. et Unesco, 1961, New York et Paris.
2. On n'a pas essayé, par exemple, d'unifier dans cet ouvrage l'emploi des termes : sciences sociales, sciences humaines, sciences de l'homme, sciences du comportement, etc., qui relèvent des traditions intellectuelles différentes ou simplement d'usages linguistiques différents et que les auteurs ont employés à leur guise, en toute liberté.
3. Voir notamment les chapitres « Sociologie », par P.F. Lazarsfeld, p. 69, et « Recherche trans-culturelle, trans-sociétale et trans-nationale », par S. Rokkan, p. 765.
4. Voir la Postface de la seconde édition de *Sagesses et illusions de la philosophie*.
5. Voir la partie pertinente du chapitre « Sociologie », p. 160.